

CNFPT Ouverture d'espaces e-ressources. Le CNFPT ouvre des espaces ressources sur les sites de ses délégations. Destinés à des « communautés professionnelles », ils proposeront de l'information (brèves sur l'actualité du secteur, suivi de la presse professionnelle), des ressources (fiches méthodologiques, outils pratiques et d'auto-évaluation, offres de formation, etc.) et des échanges (foire aux questions, forums thématiques, annuaire partagé).
Site internet. www.cnfpt.fr

CONFÉRENCE La construction européenne au Cnam. Ancien ministre délégué aux Affaires européennes et député européen, Alain Lamassoure parlera de « l'Europe et ses citoyens », le 19 février de 18h30 à 20h30, au Conservatoire national des arts et métiers, à Paris. La conférence fait partie du Forum Europe, cycle mensuel de débats avec de grands acteurs et témoins de la construction européenne.

Entrée libre, sur inscription.
Contact. tél. : 01.40.27.21.09, email : louisa.cherif-ouazani@cnam.fr
Site internet. www.cnam.fr/forum-europe

RH Un rapport sur l'offre de formation. Animé par Charlotte Duda, présidente de l'Association nationale des directeurs des ressources humaines, le groupe de travail sur la qualité de l'offre et de l'achat de formation a remis son rapport au secrétariat d'Etat à l'Emploi. Il formule dix propositions pour garantir la qualité d'un organisme et de ses prestations et définir de bonnes pratiques d'achat.

A télécharger sur : www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/094000019/index.shtml

L'Europe expliquée aux DGS

En immersion à Bruxelles, quinze directeurs généraux des services ont décodé les institutions européennes.

Accompagnés de dix directeurs régionaux et responsables « formation » du CNFPT, quinze DGS ont été reçus les 21 et 22 janvier au Comité des régions, à la Commission européenne et au Parlement européen. Présentant, sans langue de bois, le fonctionnement des institutions, des élus, des fonctionnaires et des experts leur ont montré comment mieux situer leur collectivité dans l'UE.

Agora. Au Comité des régions, Pierre-Alexis Féral a expliqué comment l'assemblée consultative, qui représente les 92 500 collectivités de l'Union, rend ses avis. « C'est une agora où se rencontrent les élus territoriaux à la recherche d'idées, d'expériences ou de partenaires pour les programmes européens », a souligné Nicolas Ravailhe, directeur d'Euraegis, organisateur du séminaire pour le CNFPT.

Au déjeuner, Nicolas Sabatier, de la DG Recherche, a insisté sur le rôle des collectivités pour faire se rencontrer les sphères académique et économique. « Une économie post-industrielle a besoin de chercheurs

pour aller vers la croissance », a-t-il fait valoir, inquiet de constater qu'aucun DGS ne connaissait Oseo (ex-Anvar), qui a vocation à stimuler l'innovation avec un fonds de garantie de prêts aux PME.

Ancien DG Regio (*), Jean-Charles Leygues a ensuite rappelé les priorités de la stratégie de Lisbonne – innovation, formation et RH – et le déficit de projets français qui s'explique par la complexité accrue des différents niveaux administratifs.

Assimilant l'utilisation en France des crédits européens à du « blanchiment d'argent communautaire », il a lancé aux DGS : « Est-ce à l'Europe de financer ronds-points et chemins ruraux ? Si l'argent communautaire doit soutenir la compétitivité, nous sommes perdus ! »

A partir de l'exemple des friches industrielles, dont la réhabilitation peut être financée si elle génère de l'innovation, l'ancien DG a incité les participants à aider les entreprises à réaliser des projets « à valeur ajoutée européenne ». Le soir, la députée européenne Marie-Noëlle Liemann, les initiait aux subtilités des débats multilingues sur l'environ-

LES POINTS CLÉS

Organisation

Participants

Programme

nement et sur les services sociaux d'intérêt général, une question reprise le lendemain, après une intervention sur les lobbies, de Frédéric Céleste, assistant parlementaire du député André Laignel.

Incarnation. Saluée par tous, cette immersion a présenté de nouveaux angles de vue. « L'Europe était incarnée. Les intervenants expliquaient comment ils travaillent. Nos freins ont été soulignés : les barrières de langue, nos ressources humaines peu qualifiées, l'absence de culture de projet, d'innovation et de lobbying. Le message est entendu », note Chantal Frydman, responsable de la mission « Europe » au CNFPT. Ce dernier prépare une nouvelle offre nationale pour les décideurs et chargés de mission. « Des éclairages sur les politiques publiques européennes et les préoccupations des collectivités sont nécessaires », confirme Marie-Christine Huvet, directrice de la délégation première couronne du CNFPT qui participait au séminaire.

Martine Doriac

(*) Directeur général de la politique régionale

TÉMOIGNAGE

Marcel Giraudet, directeur général des services de la ville de Riorges (Loire), membre de Grand Roanne agglomération

« Une initiative pertinente »



« Aborder l'Europe à Bruxelles, au contact de ses acteurs, donne une vision pratique de la construction de droits qui nous concernent à 80%. Notre culture française fonctionne sur un mode binaire d'accord ou de désaccord. En droit communautaire, la diversité des nations et des institutions conduit au compromis. Ce séminaire nous a donné des clés pour relire nos dossiers, en nous demandant ce que peut apporter l'Union

européenne et quels peuvent être nos interlocuteurs. Je vois mieux la nécessité d'aborder le développement des territoires en réseau, à l'échelle intercommunale, en montant des dossiers collectifs, car il n'y a pas de financement sans cette logique aux effets de levier. »

CONTACT

■ Chantal Frydman, animatrice du pôle de compétences « Europe », email : chantal.frydman@cnfpt.fr